Déclaration par M. Stephen Tull,
le Coordonnateur Résident de l'ONU, le Coordonnateur Humanitaire, et le Représentant Résident du PNUD au Tchad

Table ronde de Paris, septembre 2017

Mesdames et Messieurs,

C'est grâce aux efforts du Gouvernement tchadien que nous sommes tous réunis ici aujourd'hui. Ceci témoigne de son engagement en faveur de la relance de son économie et de l'amélioration du bien-être de sa population, les objectifs clés du Plan National de Développement. Les Nations Unies soutiennent la vision stratégique du Gouvernement. Nous sommes à ses côtés afin d'accompagner ses efforts de réformes institutionnelles et structurelles, nécessaires pour progresser vers les Objectifs de Développement Durable.

Je salue également l'engagement du Tchad en faveur de la stabilité régionale, et sa solidarité envers les pays voisins. Dans le contexte actuel marqué par la montée des extrémismes, le Tchad est une terre d'accueil pour plus d'un demi-million de personnes qui ont fui – et continuent de fuir – la violence et les conflits au Soudan, en République Centrafricaine, et au Nigeria. Ainsi, **le Gouvernement tchadien est un partenaire actif au sein de la communauté internationale. Il doit être soutenu pour maintenir la stabilité nationale, régionale et globale.**

Mesdames et Messieurs,

Le Tchad est le troisième pays le moins développé au monde[1]. Il **fait face à de multiples défis structurels, une pauvreté chronique, et des catastrophes**

[1] Source : Human Development Index 2016.

naturelles exacerbées par le changement climatique. Ce contexte favorise l'apparition et la persistance de crises humanitaires, notamment les mouvements de population, l'insécurité alimentaire et la malnutrition, et les urgences sanitaires. Au total, 4,7 millions de personnes, un tiers de la population, ont urgemment besoin d'assistance.

Dans un tel contexte, il est essentiel **d'adopter une nouvelle façon de travailler** intégrant interventions humanitaires et de développement. Cela permet de répondre aux besoins urgents tout en réduisant durablement les risques et les vulnérabilités. Nous devons traiter les causes profondes des crises et prévenir une nouvelle spirale de fragilité et d'instabilité. Pour ce faire, il est essentiel en plus d'accompagner le gouvernement dans ses réformes dans une optique de renforcer l'état de droit, la justice, et la paix.

Dans la lignée des engagements pris au Sommet mondial de l'action humanitaire, **une multitude de partenaires nationaux et internationaux travaillent aux côtés du Gouvernement du Tchad de façon collaborative**. Au-delà d'une planification conjointe, nous sommes déjà en train de concrétiser cette approche dans les zones affectées par les crises, dans une perspective inclusive. Par exemple, les acteurs humanitaires distribuent des semences achetées localement auprès de producteurs appuyés par les acteurs de développement. Cela permet de lutter contre l'insécurité alimentaire et de renforcer la résilience des familles rurales.

Sous la direction du gouvernement, il est à présent nécessaire d'assurer un **plus grand investissement dans le développement local. Cet effort doit impliquer les ressources et expertise du secteur privé.** Dans la région du Lac Tchad, le développement des services de base et d'opportunités socio-économiques est un aspect clé de la sortie de crise. Notamment, pour faciliter le retour des populations déplacées à une vie normale, et prévenir de futurs conflits. Par exemple, nous travaillons au côté du gouvernement afin de promouvoir l'accès à l'éducation, à travers la construction d'écoles et le renforcement de capacités locales. L'éducation des jeunes est notre arme la plus puissante pour la prévention de la radicalisation à long terme. Au-delà du Tchad, ces investissements contribueront à maintenir la stabilité régionale.

Malgré ces efforts et les capacités opérationnelles des partenaires, **le Tchad est confronté au sous-financement chronique**. Ainsi, chaque année, les fonds reçus pour la réponse humanitaire couvrent seulement la moitié des besoins financiers. De même, l'aide au développement reste insuffisante par rapport à l'ampleur des besoins, et le Tchad reste négligé par rapport aux pays voisins.

Mesdames et Messieurs,

Je terminerai en rappelant l'engagement des Nations Unies au Tchad à travailler aux côtés du gouvernement pour l'atteinte des Objectifs de développement durable. Ces objectifs se basent sur le principe fondamental de « ne laisser personne de côté ». En somme, nous devons **centrer nos efforts sur les populations les plus vulnérables.** Assurons-nous que nos investissements ont un impact positif direct pour les populations tchadiennes.

Je vous remercie.